

Subdivision de la Haute-Loire  
4, rue de la Passerelle  
43000 LE PUY EN VELAY  
Téléphone : 04.71.06.62.30  
Télécopie : 04.71.09.14.25  
Internet : [www.auvergne.drire.gouv.fr](http://www.auvergne.drire.gouv.fr)

Le Puy en Velay, le 28 juin 2007

07.229.

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

**Société BARBIER à Ste-Sigolène**

Rapport de l'inspecteur des installations classées  
au Conseil Départemental de l'Environnement  
et des Risques Sanitaires et Technologiques

objet : installations classées pour la protection de l'environnement – demande de régularisation

réf : transmissions de monsieur le préfet de la Haute-Loire, bureau de l'environnement et de l'urbanisme des 29 janvier et 6 février 2007

**I – Présentation de la société**

**1 – Informations générales**

Raison sociale	:	Société d'Extrusion du Polyéthylène A. BARBIER et Cie
Adresse	:	La Guide – BP 39 - 43600 STE-SIGOLENE
Activité	:	extrusion du polyéthylène et impression
Code NAF	:	252A
N° SIRET	:	586050072 00014
Président directeur général	:	M. Abel BARBIER
Directeur technique	:	M. André CURSOUX
Téléphone	:	04.71.75.11.11
Télécopie	:	04.71.66.15.01
Site internet	:	<a href="http://www.barbiergroup.com">www.barbiergroup.com</a>
Nombre de salariés	:	284

.../...

## 2 – Description sommaire

Le groupe BARBIER, spécialisé dans l'extrusion, la soudure et l'impression des polyéthylènes, compte environ 600 salariés répartis sur 5 sites de production.

L'usine de "La Guide" est composée de trois unités construites en 1970, 1985 et 1994. La production est répartie entre des films pour l'emballage industriel, des films agricoles et des sacs pour la distribution. Bien qu'étant située à l'écart du bourg de Ste-Sigolène, dans un secteur plutôt réservé aux activités industrielles, on note la présence de quelques habitations autour de l'usine.

L'utilisation d'eau sur le site est réservée aux besoins sanitaires pour le personnel et à l'appoint des circuits fermés de refroidissement. Il n'y a aucun rejet d'eaux industrielles polluées. Les eaux sanitaires sont dirigées vers le réseau d'assainissement communal raccordé à une station de traitement. Les eaux pluviales sont rejetées dans le réseau pluvial de la commune raccordé à un bassin d'orage, à l'exception de la partie la plus ancienne où le réseau n'est pas séparatif.

Les rejets atmosphériques proviennent surtout des activités d'impression qui génèrent des émissions de solvants par évaporation (diluants, solvants contenus dans les encres, solvants de nettoyage) et plus accessoirement de 2 petites chaudières au gaz. Le plan de gestion des émissions de COV (Composés Organiques Volatils) fait apparaître une émission de 138 516 t en 2006. Le groupe BARBIER travaille beaucoup depuis quelques années sur la substitution de ces encres à base de solvants par des encres à l'eau, mais le dossier indique que sur ce site, cette substitution ne pourra vraisemblablement pas excéder 20 % de la production. L'installation d'un oxydateur thermique pour traiter les rejets de COV canalisés est donc prévue.

Tous les déchets de polyéthylène provenant des chutes et des rebuts de fabrication sont régénérés par broyage et regranulation, soit sur le site même, soit dans une autre usine du groupe. Les solvants usagés sont traités sur place dans un distillateur puis réutilisés, les résidus de distillation sont envoyés dans un centre d'incinération.

L'étude des dangers montre que le principal risque est le risque d'incendie des stockages extérieurs de matières premières ou de produits finis. Compte tenu de la répartition de ces stockages et de leur organisation, facilitée par des acquisitions de terrain récentes, les résultats des modélisations indiquent que les périmètres délimitant les zones de flux thermiques dangereux ne sortent pas des limites de la propriété industrielle. A noter que l'ensemble des bâtiments est équipé d'un système d'extinction automatique et que le site dispose de deux réserves d'eau.

## 3 - Classement des installations et situation administrative

Cette entreprise a fait l'objet de plusieurs récépissés de déclaration de 1959 à 1994. Devenue soumise à autorisation par suite d'une modification de la nomenclature des installations classées, elle a bénéficié de l'antériorité, ce qui a été confirmé par lettre du 28 décembre 1994 du préfet de la Haute-Loire.

Lors de la mise à jour du dossier de l'établissement, il est apparu que les installations de réfrigération qui ont été mises en place progressivement sur les machines avaient largement franchi le seuil à partir duquel une autorisation est nécessaire.

.../...

Ce dossier de mise à jour a donc été adapté en dossier de demande d'autorisation afin de régulariser la situation administrative de l'entreprise.

L'établissement comprend les activités relevant de la nomenclature reprises dans le tableau ci-après :

DESIGNATION	RUBRIQUE	QUANTITE	REGIME (1)
Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique	2450-2-a	capacité maximale : 1 980 kg/j	A (seuil mini 200 kg/j)
Transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression	2661-1-a	capacité de fabrication: 200 t/j	A (seuil mini 10 t/j)
Stockage de polymères (matières premières)	2662-a	silos : 2 300 m <sup>3</sup> sacs : 6 400 m <sup>3</sup> total : 8 700 m <sup>3</sup>	A (seuil mini 1000 m <sup>3</sup> )
Installations de réfrigération ou compression	2920-2-a	4 compresseurs : 2x160 kW et 2x90 kW <u>groupes froids</u> : - unité 1 : 268 kW - unité 2 : 356 kW - unité 3 : 35 kW <u>total</u> : 1160 kW	A (seuil mini 500 kW)
Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés de polychlorobiphényles, polychloroterphényles	1180-1	3 transformateurs au pyralène	D (seuil mini 30 l)
Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés)	1432-2-b	- <u>fioul domestique</u> : 1500 litres en aérien - <u>solvants et encres</u> : en fûts : 20 m <sup>3</sup> cuves enterrées : 3x2m <sup>3</sup> + 20 m <sup>3</sup> + 40 m <sup>3</sup> capacité équivalente : 33,5 m <sup>3</sup>	D (seuil maxi 100 m <sup>3</sup> )
Transformation de polymères par tout procédé exclusivement mécanique	2661-2-b	capacité maximale de régénération par broyage : 15 t/j	D (seuil maxi 20 t/j)
Stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères	2663-2-b	produits finis : 8 000 m <sup>3</sup>	D (seuil maxi 10 000 m <sup>3</sup> )
Dépôt de papiers, carton ou matériaux combustibles analogues	1530	mandrins carton et palettes vrac total : 735 m <sup>3</sup>	NC (seuil mini 1000 m <sup>3</sup> )

.../...

DESIGNATION	RUBRIQUE	QUANTITE	REGIME (1)
Travail mécanique des métaux et alliages	2560	puissance totale : 10 kW	NC (seuil mini 50 kW)
Installations de combustion	2910	2 chaudières au gaz naturel : 1350 kW et 590 kW = 1,94 MW	NC (seuil mini 2 MW)

(1) A : Autorisation D : Déclaration  
atteint)

NC : Non Classable (seuil de classement non

## **II – Instruction de la demande**

Conformément aux articles 5, 8 et 9 du décret n° 77-113 du 21 septembre 1977 modifié, la demande a été soumise à enquête publique, à la consultation des conseils municipaux et des services administratifs concernés.

### **1) Enquête publique**

Elle s'est déroulée durant un mois du 4 décembre 2006 au 5 janvier 2007 inclus. Au cours de cette enquête, aucune déclaration favorable ou contraire au projet n'a été présentée.

En s'appuyant sur l'ensemble des éléments fournis dans le dossier et sur le mémoire en réponse de l'exploitant à ses questions sur la réduction des bruits et des émissions de COV, le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable à cette demande, en considérant que cet établissement est parfaitement intégré dans son environnement.

### **2) Avis des conseils municipaux**

Les conseils municipaux de Ste-Sigolène et de St-Pal-de-Mons n'ont pas émis d'avis sur ce dossier.

### **3) Avis des Services Administratifs**

3.1 - Par lettre du 16 janvier 2007, le directeur départemental de l'équipement émet un avis favorable, en souhaitant que soient imposées des prescriptions visant à protéger les habitations et espaces contigus, que la séparation des eaux pluviales et des eaux usées soit demandée pour la partie ancienne de l'usine et qu'une convention soit signée avec la commune pour les rejets d'eaux industrielles. Il estime d'autre part que les mesures prises pour l'aspect architectural et paysager sont insuffisantes.

3.2 - Par lettre du 5 décembre 2006, le chef du service interministériel de défense et de protection émet un avis favorable en rappelant que la commune de Ste-Sigolène est soumise aux risques majeurs suivants : inondation, climatique, feux de forêt, rupture de barrage, ainsi qu'au risque de chute de neige abondante qui concerne l'ensemble du département.

3.3 - Par lettre du 29 novembre 2006, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle indique qu'il n'a pas d'observation particulière à formuler et émet un avis favorable.

.../...

3.4 - Par lettre du 9 janvier 2007, le directeur départemental des services d'incendie et de secours indique qu'après lecture de l'étude des dangers et visite sur place, ce dossier n'appelle aucune observation de sa part.

3.5 - Par lettre du 10 janvier 2007, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales émet un avis favorable, sous réserve que des travaux d'isolation soient effectués pour rendre conformes les émergences sonores au niveau des zones réglementées et que le dispositif de traitement des COV canalisés soit installé dans le meilleur délai.

3.6 - Par lettre du 17 janvier 2007, le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine signale qu'il n'a aucune observation particulière à émettre sur ce dossier.

3.7 - Par lettre du 4 janvier 2007, le directeur régional de l'environnement émet un avis favorable sous réserve du traitement et du suivi des rejets aqueux, du suivi des rejets atmosphériques et de l'élimination des déchets toxiques par une entreprise spécialisée.

3.8 - Par lettre du 31 janvier 2007, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt émet un avis favorable sous réserve d'envisager la séparation des réseaux dans la partie ancienne de l'usine, de mettre en priorité la lutte contre les rejets de COV et d'améliorer le recyclage des DIB.

#### 4) Mémoire en réponse de l'exploitant

Les avis exprimés par les différents services de l'Etat ont été communiqués à l'exploitant le 5 février 2007. Celui-ci a transmis le 28 mars 2007 un mémoire en réponse qui peut se résumer ainsi :

- émergences sonores : un écran d'insonorisation sera installé fin juillet 2007
- traitement des COV : l'utilisation des encres à l'eau est en phase d'évolution et un schéma de maîtrise des émissions devient envisageable
- traitement des eaux : aucune eau industrielle n'est produite ni rejetée
- eaux pluviales : sur la partie la plus ancienne, les réseaux sont unitaires (sauf pour les parkings et voirie) et leur séparation entraînerait des travaux très lourds
- desserte de l'usine : une signalisation complémentaire pourra être mise en place
- aspect visuel : de certaines zones, le site peut être considéré comme un élément marquant mais les silos, les stockages extérieurs et le bâtiment le plus récent sont peu visibles depuis la route et les maisons d'habitation les plus proches
- déchets dangereux : ils sont stockés dans des récipients étanches et éliminés par des entreprises spécialisées

### **III – Analyse de l'inspection**

Aucune observation sur ce dossier n'a été recueillie lors de l'enquête publique, ni de la part des conseils municipaux consultés, ce qui montre bien le peu d'impact de cette entreprise sur son environnement local.

Les avis exprimés par les services sont favorables à la régularisation demandée avec quelques réserves concernant les rejets de COV, les nuisances sonores, le traitement des eaux, l'élimination des déchets et l'aspect paysager.

### 1) Emissions de COV

Une directive européenne du 11 mars 1999 impose la réduction des émissions de COV dues à l'utilisation de solvants dans certaines activités industrielles, dont l'impression par flexographie, avec une échéance fixée au 30 octobre 2007 pour les installations existantes. Cette directive a été transcrite par un arrêté du 29 mai 2000, qui a par contre avancé l'échéance en France au 30 octobre 2005.

L'usine de Ste-Sigolène de la société BARBIER ne respecte pas actuellement les valeurs limites fixées par ces textes, qu'il s'agisse de la concentration maximum dans les rejets canalisés ou de la consommation rapportée à la quantité d'extraits secs utilisés.

Une évaluation du risque sanitaire présenté par ces rejets a été effectuée dans le cadre de l'étude d'impact. Dans le cas des situations les plus défavorables, l'indice de risque calculé pour les cinq types de solvants utilisés est inférieur à 1 (0,14 à 0,66), valeur en-dessous de laquelle on considère que le risque est négligeable

Dans le dossier, la société BARBIER a annoncé qu'elle envisageait d'effectuer à terme environ 20 % d'impression à base d'encre à l'eau et de mettre en place un oxydateur thermique pour traiter les rejets résiduels de COV. Depuis la constitution du dossier, et grâce à une collaboration active entre la société BARBIER et un fournisseur d'encres, des progrès ont été effectués pour la réalisation d'impressions de qualité à partir d'encres à l'eau. Dans ce domaine, la société BARBIER a d'ailleurs été un précurseur avec son usine de Monistrol sur Loire, qui a utilisé des encres à l'eau dès 1997 (et qui respecte actuellement son schéma de maîtrise des émissions de COV).

Les techniques ne sont cependant pas encore au point pour des impressions sophistiquées souhaitées par les principaux clients de l'usine de Ste-Sigolène, mais cette substitution est devenue la solution privilégiée par la société BARBIER, pour éviter un investissement onéreux et improductif, particulièrement consommateur de gaz et donc rejetant du CO<sub>2</sub>.

La société BARBIER a été mise en demeure par un arrêté préfectoral du 24 mai 2007, ainsi que dix autres entreprises du département de la Haute-Loire, de se mettre en conformité au plus tard pour le 30 septembre 2007. La décision prise pour respecter cette échéance doit être communiquée au préfet de la Haute-Loire d'ici fin juillet.

### 2) Emissions sonores

L'étude acoustique jointe au dossier montre un dépassement des valeurs limites d'émergence en période de nuit pour deux points de mesures, en direction des zones d'habitations à l'ouest de l'usine.

La source sonore identifiée comme étant à l'origine de ces dépassements est l'ensemble des groupes de réfrigération situés dans un local de l'unité 2. L'entreprise s'est engagée à mettre en place un écran ou des pièges à sons, mais a différé ces travaux car le secteur concerné correspond à l'emplacement prévu l'oxydateur thermique. La décision pour cet équipement n'ayant pas encore été prise, comme on l'a vu précédemment, l'isolation phonique doit donc être installée rapidement et les niveaux sonores contrôlés de nouveau sous un délai que nous proposons de fixer à quatre mois maximum.

De telles mesures doivent être renouvelées tous les trois ans.

A noter que la société BARBIER a acquis récemment des terrains constructibles situés au-dessus de l'usine pour éviter la construction de nouvelles maisons d'habitations plus proches des sources de bruit.

### 3) Risque de pollution des eaux

L'exploitant a bien confirmé que les seuls rejets d'eaux usées dans l'établissement sont les eaux sanitaires, qui sont logiquement envoyées dans la station de traitement communale. Tous les refroidissements de machines fonctionnent en circuits fermés.

Concernant les eaux pluviales, seule la partie de l'unité 1 construite avant 1973 est équipée d'un réseau unitaire, car au moment de sa construction le réseau communal n'était pas séparatif. Modifier ce réseau représente pour l'entreprise des travaux très importants et il paraît raisonnable de retenir cette prescription comme un objectif à atteindre à l'occasion de travaux réalisés dans ce bâtiment, ce qui a d'ailleurs été fait pour une partie de cette unité et pour les voiries et parkings à proximité.

### 4) Elimination des déchets

Outre les DIB classiques (cartons, ferrailles, palettes...) qui sont dans la mesure du possible valorisés, l'usine fait éliminer des solvants usagés et des huiles usagés par des entreprises spécialisées.

Toutes les chutes de fabrication ou les rebuts sont recyclés en interne.

### 5) Aspect visuel

Comme l'a souligné le commissaire enquêteur, cette entreprise, qui a certes une emprise relativement importante, est très bien tenue.

L'espace boisé situé au sud appartient à la société BARBIER et aucune activité industrielle n'y sera exercée.

## **IV – Propositions**

Nous proposons aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable sur cette demande, sous réserve du respect des prescriptions contenues dans le projet d'arrêté ci-joint.

Ces prescriptions reprennent celles de l'arrêté intégré du 2 février 1998 relatif aux émissions des installations classées soumises à autorisation, complétées en tenant compte des différents points évoqués ci-dessus.

Le chef de la subdivision de la Haute-Loire  
Inspecteur des installations classées

signé